



La voix des auditeurs IHEDN Paris Île de France

N°75 hiver 2018



Cher(e)s ami(e)s



Les activités de notre association au dernier semestre 2018 ont, encore, été très denses: c'est, à la fois, la conséquence d'une mobilisation de nos membres dont nous nous félicitons, et d'une actualité française et internationale intense dans un monde «VICA», volatile, incertain, complexe et ambigu.

La scène internationale a été traversée par des enjeux divers, spécifiques à chaque endroit du monde: du «Brexit» au 4ème mandat de Vladimir Poutine, des confrontations économiques et commerciales entre leaders mondiaux à la rencontre entre le leader nord-coréen Kim Jong-un et le président sud-coréen Moon Jae-in, des divisions latino-américaines aux turbulences moyen-orientales, des oscillations de la démocratie en Afrique à d'incertaines restructurations régionales en Asie, du RGPD à l'intelligence artificielle, ou encore, du rassemblement historique à Paris de 74 chefs d'États pour le centenaire de la 1ère guerre mondiale et pour la fraternité au Forum de Paris pour la Paix. Ce qui se produit sur la scène internationale se reflète dans notre vie quotidienne, où nous sommes pris dans le tourbillon des transformations et le flux incessant de l'information, sans pouvoir arriver à bien se faire une opinion «objective».

Dix ans après le déclenchement de la première grande crise financière internationale qui n'a épargné personne, et qui est considérée comme la plus lourde de conséquences depuis

les années 1930, de grands enjeux s'annoncent en 2019, notamment pour la France. Aussi, notre engagement dans les activités de l'Association doit nous permettre de participer aux débats et d'être force de propositions. Outre la cyber-sécurité et l'informatisation grandissante que nous abordons dans le cadre de notre comité d'étude, les risques liés aux transformations climatiques dues à une pollution croissante devraient être retenus dans les priorités de nos entreprises et de nos organisations, dans une perspective d'adaptations urgentes. Enfin, les prochaines élections européennes s'annoncent inédites et critiques pour l'avenir du projet européen.

Nous comptons donc sur vous pour poursuivre votre mobilisation, renforcer le nombre de nos membres, en contactant, par exemple, vos camarades de comités qui se sont éloignés de leur session, et participer plus nombreux encore aux enjeux de défense, de sécurité et de géopolitique.

Dans l'attente de vous retrouver nombreux à notre prochain dîner de vœux, le 23 janvier prochain, puis à notre AGO annuelle en avril, le Comité directeur et moi-même vous souhaitons une heureuse année 2019.

Amicalement

Édouard DETAILLE

AGENDA 4^{ÈME} TRIMESTRE 2018

5 SEPTEMBRE Entretien des participants au voyage à Londres avec Alexandre Holroyd, député des Français de l'étranger.

18 SEPTEMBRE Conférence d'Alain Giorgis «La gendarmerie dans la lutte contre le terrorisme», en coopération avec l'ANORGEND.

20 SEPTEMBRE Dîner de rentrée: «les comités d'études».

2/3 OCTOBRE Parrainage du colloque international «Une solidarité européenne est-elle encore possible?», organisé par la faculté des lettres de la Sorbonne et Synopia, en partenariat avec Europanova, le Mouvement européen, le Conseil supérieur de la formation et de la recherche stratégiques, le Forum du Futur, l'association des auditeurs IHEDN région Paris Île-de-France.

4 OCTOBRE Conférence de Frank Tétart «Le golfe Persique comme lieu d'expression de rivalités de pouvoir exacerbées».

11 OCTOBRE Entretien des participants au voyage à Londres avec Edward Llewellyn, ambassadeur de Grande Bretagne.

14-19 OCTOBRE Voyage d'étude à Londres.

18 OCTOBRE Conférence de Didier Leschi «la jeunesse des territoires fragiles».

9 NOVEMBRE Forum des études à Strasbourg (Parlement européen).

19 NOVEMBRE Table ronde «cyber», animée par l'Association, à la journée «Intelligence économique» de l'AA-IE.

28 NOVEMBRE Visite du musée de l'Institut Curie et conférence, en partenariat avec l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs)

4 DÉCEMBRE Dîner du centenaire 1914-1918, organisé par l'Association.

13 DÉCEMBRE Conférence de Philippe Cadène «l'Inde, ou

l'émergence d'une puissance asiatique: de la structuration intérieure à l'expansion mondiale».

RÉSERVER LA DATE POUR 2019

17 JANVIER Conférence de François Charles: «Politique d'armement en France et en Europe».

23 JANVIER Dîner des vœux au Val-de-Grâce.

30 ou 31 JANVIER Séminaire des élus au Centre national des armées (CNA).

7 FÉVRIER Conférence de Bernard Houcarde: «L'Iran: une puissance régionale en pleine réinvention».

7 MARS Conférence «Le cyber dans les PME».

8 AVRIL Conférence d'Erick Roche: Gestion de la crise symbolique d'une entité privée - perspectives et enseignements.

13 AVRIL Assemblée générale ordinaire (AGO)

20 MAI Conférence de Jérémy Ghez «États-Unis: déclin improbable, rebond impossible».

23 MAI Conférence partenariale avec les Alumni de l'Executive MBA d'HEC «Les enjeux géoéconomiques des Routes de la soie»..

3/8 JUIN 2019 113ème séminaire jeunes à Paris.

12 JUIN Conférence de Nicolas Normand «Risques de déstabilisations et de terrorisme en Afrique: quel impact pour la France?».

L'ASSO EN ACTION :

DÎNER DE RENTRÉE – 20 septembre 2018

Une rentrée pleine de promesses !!!

En effet, nous étions une centaine d'auditeurs et amis accompagnants, réunis pour notre dîner de rentrée, dans les salons de la Rotonde de l'École militaire.

Après un mot d'accueil de notre président qui a rappelé l'objectif de cette soirée qui était de présenter les différents comités d'études, Emmanuel Gouraud, chargé de la coordination des Comités, a indiqué l'importance de ces structures de réflexion dans la vie de l'association. Il a laissé, ensuite, chaque responsable de comité présenter les grandes lignes de ses futures réflexions.

- Ali Miala pour le Comité Cyber;
- Henri Deniaud pour le Comité Questions internationales;
- Maryse Viseur pour le Comité Jeunesse.



Enfin, le général de corps d'armée, Daniel Ménaouine, directeur du Service national et de la jeunesse et président du groupe de travail sur le Service national universel, qui nous a fait l'honneur de répondre à notre invitation, nous a exposé les enjeux du nouveau service national tant pour les jeunes que pour la société.

- Enjeu d'insertion et de reconnaissance sociale pour les jeunes;
- Enjeu de cohésion sociale pour la société.

Une assemblée attentive sur un sujet aujourd'hui majeur au regard de la situation économique et sociale de notre pays.

Mario Faure, président de l'Union IHEDN n'ayant pu se libérer, Jean-François Morel, délégué de l'Union, nous a fait le plaisir de se joindre à nous et nous a fait part du message encourageant de l'Union.

Une soirée au cours de laquelle chacun a eu le plaisir de retrouver ses camarades et qui a donné toute l'énergie nécessaire pour débiter une nouvelle année de travail !

Isabelle Hugues – de Segonzac.

MODIFICATIONS AU COMITÉ DIRECTEUR ET AU BUREAU

A la suite de la démission de Pierre Auriacombe, que nous remercions pour son aide auprès de la mairie de Paris et pour son réseau d'élus, le Codir est heureux d'accueillir Stephen Silverstini (trinôme de Paris) et Jean-Marc Thomas (voyage et soutien du secrétaire général).

Par ailleurs, Maïté Cittié-Verdol et Eric d'Andigné remplacent, en qualité de membres associés, Paul Liétard, démissionnaire pour raisons professionnelles, et Philippe Haroutiounian, auditeur depuis juillet 2018 (SR 2011).

Au Bureau, Jean Marc Schaub a souhaité disposer de toute sa liberté pour assurer ses autres responsabilités. Qu'il soit, ici,



vivement et chaleureusement remercié pour son action (nouveaux statuts, Printemps des auditeurs, voyages, etc...), son efficacité et sa gentillesse. Philippe Alessandrini l'y remplace pour les relations extérieures et les départements à compter du 5 novembre 2018. Bienvenue à tous les «nouveaux»!

Pascal Roze

ENCORE ET TOUJOURS: LES COTISATIONS !!

Vous allez lire cette nouvelle «voix des auditeurs» N° 75 pendant la période des fêtes de fin d'année et de bons vœux de nouvel an 2019. En janvier, au milieu des galettes, vous allez recevoir ...l'appel à renouveler votre cotisation pour 2019.

Ce serait formidable que vous vous débarrassiez assez vite de cette démarche, certes peu plaisante. Sans vouloir ternir la bonne humeur ambiante, vous n' imaginez pas combien il nous est pénible de devoir établir la liste des retardataires et de leur envoyer un deuxième courrier, puis un mail de rappel ! Au Bureau et au Codir, nous sommes tous bénévoles et préférons préparer et vous proposer des conférences et des actions de rayonnement, plutôt que de gaspiller temps et énergie en relances paperassières.

Cette cotisation modique permet de faire vivre notre association, nos 80 actions annuelles, cette «Voix des auditeurs IHEDN Paris Île-de-France», etc.

Alors, oui ! Merci de prendre la bonne résolution de régler votre cotisation dès le premier appel de janvier 2019 !

Pascal Roze

DU SUCCÈS DE NOS CONFÉRENCES..... ET DE LA SÉCURITÉ À L'ÉCOLE MILITAIRE....

Sous l'impulsion de l'efficace programmation de Frédéric Jallat, nous vous avons proposé en 2017/2018, un rythme mensuel de conférences tenues par des intervenants de renom, pour certains médiatisés, sur des thèmes diversifiés (géopolitique, éthique, économie, sécurité, etc...). Leur annonce par courriels et sur notre site internet se fait aussi par les réseaux sociaux (facebook, twitter, linked in). Nous avons, ainsi, accru fortement le nombre d'inscrits à ces conférences et l'amphithéâtre est fréquemment bien rempli.

Hélas, ce succès risque d'être entravé début 2019, car l'École militaire a instauré une nouvelle procédure de sécurité des lieux, certes justifiée, limitant le nombre possible d'inscrits à nos conférences, alourdissant la procédure et facturant aux associations les accès aux conférences tenues à l'École militaire.

Les conséquences sont importantes pour notre association et le Comité directeur réfléchit aux solutions possibles face à cette situation nouvelle. Suites à suivre.

Thierry Colombier

«LA VOIX DES AUDITEURS IHEDN RÉGION PARIS ILE-DE-FRANCE».

La rédaction fait appel aux bonnes volontés pour aider à la finalisation de notre organe commun d'information et de liaison, voire pour suppléer sa rédactrice en chef en cas de nécessité. Contact marileine. toinet@wanadoo.fr"

RÉFLEXIONS ET ETUDES :

COMITÉ «QUESTIONS INTERNATIONALES»

Ce nouveau comité d'étude, regroupant une quinzaine de participants de générations et formations diverses, s'est réuni pour la première fois le 25 septembre 2018. Il a prévu d'organiser ses travaux sur trois ans, à raison d'une réunion plénière par mois, et a retenu deux thèmes: «la France au Moyen-Orient en 2025» et «quelles menaces pour l'Europe? quelle défense?» qui feront l'objet d'un rapport d'ensemble en 2021.

Il s'est constitué en deux groupes qui fourniront chaque année des rapports d'étape, organiseront conférences et colloques et envisageront des publications d'articles. Le groupe «Moyen-Orient en 2025» destine son pré-rapport 2019 à «l'impérialisme inter-régional», en ciblant plus particulièrement l'Iran, la Turquie, l'Arabie Saoudite et l'Égypte. Le groupe «défense européenne» travaille en 2019 sur un état des lieux, juridique et institutionnel, de la défense militaire européenne (situation dans tous les pays de l'Union) et sur un état de la menace.

Nos études, dans la dimension commune aux deux groupes, nous amèneront naturellement à aborder des sujets transversaux, dont la position des grands pays (États-Unis, Russie, Chine), et à intégrer la dimension économique.

Nous apprécierons toutes les bonnes volontés désireuses de nous rejoindre (contact: hedeniaud@msn.com)

Henri Deniaud

UN NOUVEAU «COMITÉ JEUNESSE»

Le comité jeunesse a clôturé sa réflexion relative à «la rencontre de la jeunesse des territoires fragiles - pour un esprit de défense et de cohésion nationale» par la conférence de Didier Leschi, le 18 octobre et par la publication de son rapport, visible sur le site de l'Association.



Il poursuit ses travaux en prenant en charge la réflexion de notre association sur le thème d'étude annuel 2018/2019 proposé par l'Union IHEDN à ses associations: «Du récit national à l'Identité nationale, les fondements de l'esprit de défense».

Ce «nouveau» comité jeunesse a choisi de traiter ce sujet au travers du thème «une société multiculturelle et sa jeunesse peuvent-elles partager un récit national commun et fédérateur?».

Animé par Maryse Viseur, il comprend aujourd'hui une dizaine de membres et se réunit selon un calendrier mensuel, voire bimensuel, à l'École militaire. Ses premières réflexions ont commencé les 10 octobre, 7 novembre, 2 décembre. Pour 2019, les 9 et 23 janvier sont réservés.

Si vous souhaitez le rejoindre, contactez Maryse: mvisueur@free.fr

Maryse Viseur

COMITÉ CYBER-STRATÉGIE

Les axes de travail du comité concernent sa contribution aux travaux de la commission «cyber» de l'Union IHEDN et la sensibilisation des organisations les plus vulnérables (TPE/PME, élus et petites administrations, collectivités territoriales) aux enjeux du numérique.

Au sein de cette commission de l'Union, le comité assure l'élaboration d'un baromètre évaluant le niveau d'immunité et définissant une doctrine française de positionnement face aux agences de notation. Il établit une référencement permettant de positionner la France face aux pays les plus avancés. Il participe à l'organisation d'un évènement en 2019 et à des campagnes sur le terrain.

Outre sa participation à la rencontre, le 8 novembre, avec les responsables de l'ANSSI et de la CNIL, pour étudier les modalités concrètes du partenariat avec l'Union IHEDN, le comité prépare actuellement plusieurs évènements: animation d'un atelier à la journée de l'IE-IHEDN du 19 novembre; conférence «cyber» orientée vers les TPE/PME (en partenariat avec la CGPME et le CINOX-IT) en mars; conférence «sécurité informatique» sur la Chine et visite du service cyber d'un groupe aérospatial, dont les dates restent à confirmer.

Ali Mlala

CONFÉRENCES

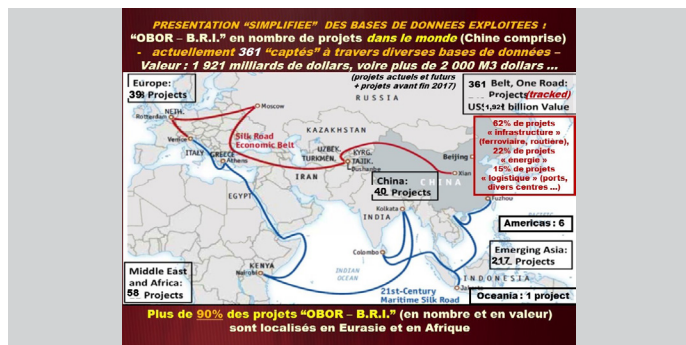
LES «NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE» : RIVALITÉS, ALTÉRITÉS, OPPORTUNITÉS - 12 juin 2018, par Christian Vicenty, chargé de mission à la Mission stratégique et des études économiques de la Direction générale des entreprises (D.G.E.), ministère de l'Économie et des Finances,



Cette intervention a proposé une vision dynamique des «nouvelles routes de la soie».

I - Les «nouvelles routes de la soie», expression inédite de nouvelles rivalités ? Ces nouvelles rivalités, réelles ou supposées, peuvent se mesurer à l'écoute des opinions publiques les plus répandues et discutables en France, en Europe, en Occident: «des frontières!», «pilotage à vue», «projets flous, fourre-tout, pas rentables», «protectionnisme», «taxations», «démondialisation», «nouvel envahisseur» ...

Derrière ces opinions se profile le constat que le balancier géopolitique penche à nouveau vers l'Asie, sachant que ce n'est pas la première fois que cela se produit dans l'histoire de l'Eurasie et du «monde connu» d'avant la découverte des Amériques ...



Les réactions géopolitiques à de tels déséquilibres géopolitiques, nouveaux et inédits, à présent, à travers le projet chinois «belt and road initiative» peuvent être diverses, la plus inconséquente étant a priori: «puisque ces mystères nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs» (Jean Cocteau).

II - Aux limites des rivalités et des tentatives d'altérité. Plutôt que la confrontation, la fermeture des frontières et des esprits, les «nouvelles routes de la soie» peuvent aider à préférer les «rêves d'Orient», «le Graal européen», «travailler les écarts», les «polarités sous tension», «de l'oui à l'inoui», les «ressources», «zoï, ou vie surabondante», «penser l'autre dans son altérité» (concepts du philosophe français François Jullien).

a) Quelques exemples de limites entre rivalités et tentatives d'altérité dans le passé: Bonaparte et son «rêve d'Orient» (1798-1799), parcours des voies terrestres et maritimes du projet chinois «belt and road initiative» reprenant ceux de la voie centrale-sud des voyages historiques d'Alexandre le Grand, de Marco Polo (1298), d'Ibn Battuta, de l'amiral Zheng He, des Portugais, Néerlandais, Britanniques, Français ..., entre autres.

b) A présent: nouvelle altérité pour éviter divers fléaux planétaires, dont les menaces environnementales: illustration d'un «stress hydrique» à travers la mer d'Aral, à Moynaq (république du Karakalpakstan en Ouzbékistan), 18 000 habitants, à 885 kms au nord-ouest de Tachkent. Il en résulte l'accroissement des densités économiques le long des «régions intermédiaires» par divers parcours transversaux, avec une innovation technologique apparente: le passage par la Russie, historiquement concernée par les «routes de la soie», mais pas seulement par elle... D'où l'impérieuse nécessité de relier Europe, Afrique et Asie, sans oublier les «régions intermédiaires» (concept géopolitique passant par Russie, Caucase, Asie centrale, Proche et Moyen-Orient, Afrique ...).

III - De l'altérité vers la saisie d'opportunités. Il s'agit d'opportunités d'actions à saisir pour l'Asie centrale, la Russie, l'Europe, si ces dernières régions sont prêtes à répondre au défi chinois sur 35 ans (2015-2049), avec la question de l'attente d'une réponse (européenne) de rééquilibrage, face aux défis et risques encourus, symbolisés par le passage de «il millions» vers «il milliards», la question de la «réciprocité», de l'«Eurasie», du «multilatéralisme», le choix des «projets», des «investissements», des «partenariats», la capacité permanente à «anticiper» ...

Les instances européennes ne pourront pas se contenter «d'attendre» trop longtemps, par rapport aux avancées du projet «belt and road initiative», ce qui pose la question de définir l'organisation et la coordination en France et en Europe, face aux avancées d'un tel ambitieux projet.

Christian Vicenty

LAGENDARMERIE DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME – 18 octobre 2018, par le général de corps d'armée (2S) Alain Giorgis, conseiller sécurité du président de l'Union-IHEDN

Avec un bilan de 250 morts, (2014-2018) la France est le pays occidental le plus frappé par le terrorisme devant les États-Unis.

Les modes d'action sont de deux types :

- * un terrorisme de masse comme pour le Bataclan (novembre 2015) avec plusieurs auteurs, entraînés et bien organisés.
- * un terrorisme «à bas coût», s'appuyant sur des actions simples avec un rapport coût-efficacité énorme, souvent par arme blanche. Il suffit de crier «Allah Akbar» pour que Daesh revendique l'action.

La France a été très réactive puisque six lois ont été votées (dont l'état d'urgence) entre 2014 et 2018 permettant aux forces de sécurité de travailler avec davantage d'efficacité, notamment dans le domaine du renseignement, et octroyant des effectifs supplémentaires.

De ces lois a découlé la nouvelle doctrine d'action des forces de sécurité, notamment pour la gendarmerie qui s'est dotée d'un dispositif opérationnel pyramidal: le groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) au niveau central, six antennes réparties sur le territoire permettant une intervention plus rapide et 400 pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie (PSIG) dont 150, dits «sabres», qui sont des unités d'intervention de proximité situées en

zones sensibles, bénéficiant à ce titre de moyens et de personnel supplémentaires. Le but est de raccourcir au maximum les délais.

Enfin, une priorité a été mise sur les primo-engagés, ces gendarmes en patrouille classique de surveillance générale qui seront les premiers au contact des terroristes.



Cet effort majeur a porté sur la formation, car «le gendarme agit comme il s'entraîne». A cet effet, le commandement des écoles de la gendarmerie, (22 écoles et centres) s'est doté d'une école de formation supplémentaire à Dijon pour accueillir les effectifs en renfort, et a créé pour les élèves, un «pack terrorisme» ainsi qu'un enseignement à distance ciblé sur le terrorisme au profit des primo-arrivants.

Le centre de formation de la gendarmerie mobile de St Astier (Dordogne) forme toutes les unités, notamment les PSIG «sabres», à la réaction à une attaque terroriste.

Il n'y a eu aucun attentat en France depuis le 12 mai 2018, soit plus de six mois sans attentat. Répétition ou efficacité du dispositif ?

Alain Giorgis

LA DIFFICILE INTÉGRATION DE LA JEUNESSE DES QUARTIERS POPULAIRES – 18 octobre 2018, par Didier Leschi préfet pour l'égalité des chances 2013/ 2016, directeur général de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

La France souffre du décrochage d'une partie de la jeunesse envers la société. Ce repli pousse cette jeunesse en déshérence à rejoindre des idéologies mortifères où la mort par le sacrifice et l'assassinat sont vécues comme le moyen d'accéder à un paradis autre que celui d'un Dieu bienveillant pour notre humanité, le djihadisme.

Cette situation a des origines multiples.



Citons la déliquescence du modèle d'intégration reposant sur des institutions propices à l'acculturation vers des valeurs républicaines, progressistes, ou la défense d'un «nous» collectif. On pense à la fin du service national, aux difficultés de l'école, à la fin des colonies de vacances, des patronages, des maisons de la culture. Les actions positives des mouvements civiques, partis politiques, syndicats et mouvements de jeunesse, celles du christianisme social avec la force d'influence de la Jeunesse ouvrière chrétienne ou des prêtres de la Mission de France ont disparu. Elles favorisaient un apprentissage à la citoyenneté, même dans ses formes contestatrices après Mai 68. Si toute la jeunesse n'adhérait pas à ces structures, leur présence en influençaient les modes de vie et de penser.

Simultanément, un modèle industriel servant de base à la sociabilité des espérances laïques a disparu.

Le problème n'est pas uniquement social. La jeunesse la plus mal intégrée est issue de sociétés d'émigration de plus en plus éloignées des sociétés d'immigration quant aux valeurs et modes de vie. L'aire arabo-musulmane, du Maghreb à l'Inde, devient celle du refus violent des altérités, de nouveaux génocides, de la disparition des communautés juives, de la lente extinction des minorités chrétiennes dans leurs pays d'origine, de la remise en cause du droit au respect des



différences ou des droits inaliénables de l'homme pour les minorités, du recul des droits des femmes. Lorsque les structures intégratrices sont cassées, cette réalité pèse culturellement sur une grande part des nouveaux arrivants.

Depuis le tarissement de l'immigration ibérique, vers 1980, la part de l'immigration du Maghreb et du reste de l'Afrique est passée de 20 % à 50 % en 2000 avec l'arrivée massive de Sub-sahariens. Ce changement de structure démographique de l'immigration a pour effet, en France métropolitaine, qu'en 2017, plus de 17 % des jeunes de moins de 24 ans étaient d'origine extra-européenne, contre moins de 3 % en 1968; avec la percée de la jeunesse d'origine africaine, hors Maghreb, inexistante en 1968, représentant aujourd'hui 20 % de la jeunesse d'origine étrangère.

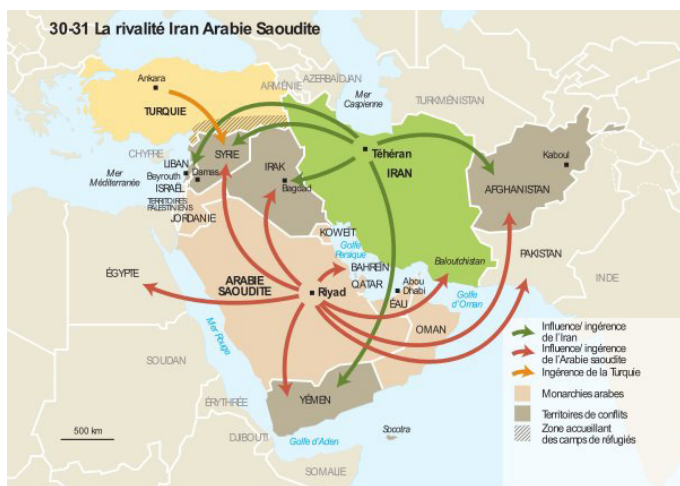
Dans ce contexte, défendre la République, c'est assumer un combat et social et idéologique face aux idéologies remettant en cause nos acquis sociétaux, c'est lutter contre l'islamisme et ses militants dont le projet est contraire à notre idée de la République et du rapport aux autres.

Didier Leschi

LA PÉNINSULE ARABIQUE: UN ESPACE SOUS TENSIONS – 4 octobre 2018 par Frank Tétart, docteur en géopolitique à l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8)

Rarement une région du monde n'aura été autant sous les feux de l'actualité, depuis la 2^e guerre mondiale, que la péninsule Arabique. Lieu de tensions récurrentes, de conflits et de guerres, dont témoigne la rivalité régionale actuelle entre l'Arabie saoudite et l'Iran, la péninsule cumule une position et des ressources stratégiques qui lui confèrent une centralité sur la scène internationale.

Les tensions existantes dans cette péninsule résultent d'abord de fractures politiques. L'ensemble des pays de la région ont des régimes monarchiques, à l'exception du Yémen et de l'Iran qui sont des républiques. Ce clivage politique n'a rien d'anodin dans le monde arabe: il renvoie à la conception même de la construction de l'État et de la nation. S'y ajoutent d'importantes rivalités d'intérêts.



À côté de la fracture politique, la fracture religieuse entre sunnites et chiites semble être devenue, depuis le début du 21^e siècle, la principale menace à la stabilité politique du Moyen-Orient. La poussée politique des chiites sur la scène moyen-orientale au cours des années 2000, après la chute de Saddam Hussein en Irak, a été rapidement perçue de manière très négative par les gouvernements arabes sunnites de Jordanie, d'Arabie saoudite ou d'Égypte, et par de nombreux observateurs occidentaux, en particulier à Washington. Selon eux, la continuité géographique du chiisme – schématiquement entre la Méditerranée et le monde indien depuis le Liban en passant par la Syrie, l'Irak, les pays du Golfe jusqu'à l'Iran – constituerait un «arc» chiite menaçant. Cette rivalité entre chiites et sunnites trouve aussi son fondement dans la conviction partagée par les Saoud que seul l'islam des origines, purifié et puritain, est la seule et vraie foi.

Les tensions religieuses entre sunnites et chiites ne sont que l'expression la plus visible des rivalités entre l'Arabie saoudite et l'Iran, deux États qui aspirent à asseoir leur puissance au niveau régional. Elles façonnent une nouvelle grille de lecture des rapports étatiques dans la région, qui contribue à un interventionnisme militaire dans les conflits régionaux en Syrie, au Yémen ou à Bahreïn lors du printemps arabe, ou à la mise au ban du Qatar depuis juin 2017.

Cette situation conduit-elle le Moyen-Orient dans une «guerre froide»? En tout cas, elle conditionne déjà de nouveaux rapports de force et d'alliances qui alimentent, à leur tour, le degré de tensions et d'instabilité.

Frank Tétart

RAYONNEMENT ET PARTENARIATS

VOYAGE D'ÉTUDES À LONDRES - 14/19 octobre 2018

Une trentaine d'auditeurs de notre association et d'autres associations de l'Union IHEDN (nationale et Europe), ont participé au voyage d'étude annuel que nous avons organisé à Londres sur «les impacts post Brexit sur la France, le Royaume-Uni et l'Europe».



Des éclairages nombreux et variés ont éclairé nos réflexions: lors de rencontres avec les conseillers de l'ambassade de France et de l'ambassadeur Jean-Pierre Jouyet; à la Chambre des Communes et celle des Lords; in situ au régiment 4 Rifles à Aldershot et à l'Académie royale militaire de Sandhurst (grâce à l'attaché de défense britannique en France le Brigadier-général Rob Thomson - auditeur de l'IHEDN); enfin avec des membres de la société civile (Think Tank Policy Institute at Kings College, représentant de la City de Londres, président des conseillers du commerce extérieur de la France, et directeur du National Army museum), sans oublier les discussions amicales au Cavalry & Guards Club, au Special Forces Club et autres «rooftops».



Le Brexit est un thème brûlant qu'une majorité de citoyens britanniques - essentiellement hors du «Grand Londres» et d'Écosse – a engagé par referendum le 23 juin 2016. Depuis, ce sujet remplit les journées du gouvernement et des politiques. Il impactera certainement les grands projets communautaires (Galileo, où l'investissement britannique, significatif dans le passé, ne permettra plus a priori une participation aux instances dirigeantes dans le futur), les orientations structurantes et stratégiques (le «nucléaire» porté en Europe seulement par la Grande Bretagne et la France), les entreprises de toute taille impliquées, malgré elles, dans ce processus (Airbus et ses 40 000 employés en terre britannique).

Les médias ressassent sans cesse la situation. Et tout cela a lieu au détriment des dossiers de fond – NHS (National Health System), sécurité intérieure, éducation, communautarismes – pouvant peser sur la cohésion du pays à plus long terme.

«Brexit means Brexit» a dit la Première ministre Theresa May: il n'y a donc pas de «soft» ou de «hard» Brexit, il y a d'abord à traiter, dans le respect du droit communautaire, la fin des accords d'adhésion engageant les parties depuis 1973. Depuis leur adhésion initiale, les Britanniques - dont la conception de l'UE et du partenariat est pragmatique et économique, parfois éloignée du grand dessein initial des «pères fondateurs» - ont sans cesse négocié avec l'UE des clauses «d'opt-out». Le Brexit n'apparaît donc pas comme un accident de parcours, mais plutôt la conséquence d'un processus de désengagement depuis le fameux mot de Margaret Thatcher («I want my money back»), malgré de longues périodes politiques où le gouvernement britannique a soutenu l'Europe.

L'image de modernité et d'ouverture de la Grande Bretagne depuis 1990 sera certes atteinte. Les conséquences économiques seront significatives sur des pans entiers d'activités. Mais le Royaume-Uni est - et restera - un grand pays (66 millions d'habitants, membre du G7, du Conseil de sécurité de l'ONU, 5^e économie mondiale, grande puissance nucléaire et de défense, membre de l'OTAN, montrant une grande résilience historique même en dehors de l'UE).

Un modèle innovant de relations avec l'UE restera à réinventer par une classe politique britannique qui devra se rénover. Des accords bilatéraux seront à renforcer - tels ceux avec la France autour de la Défense (accords de Lancaster House), de la cyber, de l'action anti-terroriste et du renseignement.

Le Brexit pourrait même avoir des aspects bénéfiques: pour la Grande Bretagne, un traitement de la situation en Irlande Nord et Sud; pour l'UE, une prise de conscience sur la perception négative des citoyens de l'Union, afin d'améliorer son fonctionnement et son image et éviter à certains pays de vouloir également sortir de l'Union; pour la France, l'arrivée de nouveaux acteurs financiers sur la place de Paris, rééquilibrant l'omniprésence de la City.



Le 29 mars 2019 prévu pour la séparation est très proche. Theresa May pourrait en faire les frais politiques, mais aucun autre leader ne semble aujourd'hui être à même de piloter avec habileté la situation pour une sortie gagnante-gagnante pour les parties prenantes. A suivre.

Et un grand merci à ceux qui ont contribué à la réussite du voyage.

Jean-Marc Schaub

LE 108^e SÉMINAIRE «IHEDN-JEUNES» - Paris, 2 / 7 juillet 2018.

Les 82 stagiaires, accueillis au Centre international de séjours de Paris (CISP), ont alterné 11 conférences en amphi, deux visites (MBDA-France au Plessis-Robinson et la BA 105 à Évreux-Fauville), des travaux en comités, essentiellement en fin d'après-midi et soirée, sur cinq jours et demi de session.

Les six comités ont réfléchi sur trois sujets, chaque sujet faisant l'objet d'une note de synthèse et d'une présentation le samedi matin à l'École militaire par deux comités:

- Emploi des forces et stratégie de défense: comment améliorer la résilience de la nation à la menace cyber ?



- Industries de défense: comment inscrire dans la durée les succès des entreprises françaises de défense à l'international ?

- Esprit de défense et cohésion nationale: quels sont, d'après vous, les freins à la mise en place d'un service national universel ?

Selon une habitude établie, Jean-Dominique Caron, Jean-Michel Motta et Pascal Roze, renforcés par Bernard Lamy, ont, chacun, accompagné un comité. Cette activité passionnante fait partie de notre engagement IHEDN.

Si vous souhaitez renforcer l'équipe et apporter aux jeunes ce que vous avez reçu de l'Institut, le 113^e séminaire se tiendra à Paris du 3 au 8 juin 2019. Pour me contacter: jeandomon@wanadoo.fr

Jean-Dominique Caron

SÉMINAIRE DES ÉLUS LOCAUX - 2 juillet 2018

Placé sous le patronage de l'IHEDN, l'habituel séminaire des élus organisé par l'association des auditeurs IHEDN région Paris Île-de-France, en liaison avec l'Association régionale Île-de-France Versailles, s'est tenu à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) à l'invitation d'Éric Berdoati, maire de cette ville de 30 000 habitants, pour célébrer le 20^{ème} «rendez-vous du correspondant défense».

Les élus et correspondants défense présents ont ainsi pu échanger autour de problématiques d'actualité, telles l'organisation du dispositif «Sentinelle» dans les Hauts-de-Seine, présentée par le lieutenant-colonel Patrice Meunier, adjoint au délégué militaire départemental.

Il a également permis d'examiner les enjeux liés aux menaces dans le cyberspace, sujet évoqué par Monsieur Vitrac, dirigeant d'une société spécialisée dans la sécurisation des réseaux et secrétaire général adjoint de la fédération nationale des réservistes opérationnels et citoyens de la gendarmerie nationale.



La réunion s'est achevée par un moment de convivialité permettant la poursuite du dialogue entre les participants. Le prochain séminaire des élus se tiendra fin janvier 2019 avec la mairie de Paris.

Hervé Vuillaume

L'ASSOCIATION ET "LES RENCONTRES ENTRE PARLEMENTAIRES D'ÎLE-DE-FRANCE/ EXPERTS DE LA DÉFENSE"

Pour accroître le rayonnement de l'esprit de défense auprès des élus, notre association organise ces nouvelles rencontres en région entre parlementaires et experts de la défense. Il s'agit de réunir en petit comité (limité à 12 personnes) pour faciliter les échanges, selon la règle de «Chatham House», une personnalité et des experts de la défense avec des députés/ées et sénateurs/trices autour d'un petit-déjeuner d'1 heure 30.

La première séance inaugurant cette démarche novatrice s'est déroulée le 20 décembre, autour des «enjeux actuels et futurs du renseignement français», par le général de corps d'armée (2S) Christophe Gomart, actuel directeur de la sûreté et l'ingénierie immobilière du groupe Unibail-Rodamco-Westfield, ancien directeur du renseignement militaire (2013-2017) en présence de parlementaires élus en région et deux experts.

Édouard Detaille

L'OUVERTURE DE L'ASSOCIATION SUR LA VIE LOCALE DES DÉPARTEMENTS

Comme le N° 74 (printemps - été 2018) vous l'a annoncé, conformément aux dispositions de l'article 6 des statuts votés en 2017 concernant l'existence de sections départementales de l'Association, le Comité directeur a nommé le 11 juin 2018 sept «référénts départementaux» (R.D), dont les noms et affectations départementales vous ont été communiqués dans ce N° 74.

Ces sections départementales ne sont pas dotées de la personnalité morale et sont animées par une personne physique responsable des missions confiées par le Comité directeur, ces missions pouvant être inscrites, le cas échéant, dans le règlement intérieur.

Le référent départemental a pour objectif de renforcer les liens entre l'Association et les adhérents de son département. Il vise à transposer, à l'échelle départementale, les missions de l'Association liées à la défense, à la sécurité, à la citoyenneté et aux questions internationales, notamment par la diffusion régulière d'informations et de documents de liaison, l'organisation d'événements (conférences, visites, débats) permettant de conforter au niveau départemental le rayonnement de

l'Association et l'entretien des connaissances des auditeurs dans les domaines relevant de l'IHEDN.

Il veille à nouer des relations étroites avec les autorités civiles (correspondants défense) et militaires (délégués militaires départementaux - DMD) de son département et à les tenir informées de la tenue de ses manifestations qui, selon les sujets traités, peuvent être ouvertes à des non membres de l'Association. Il cherche, enfin, à s'appuyer sur tous ceux qui souhaitent s'investir dans «l'esprit de défense et de sécurité» et peuvent être des relais d'opinions dans leurs milieux professionnels.

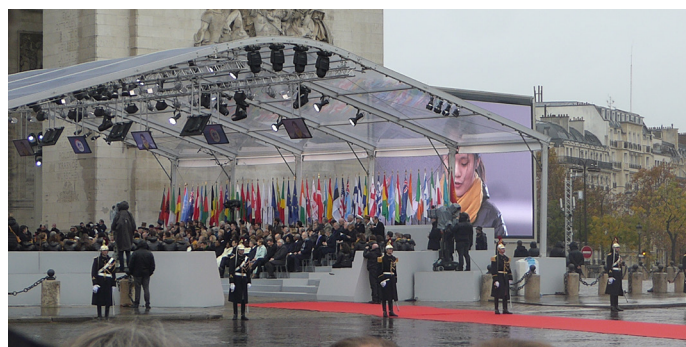
Il s'appuie sur les moyens mis à sa disposition par l'Association, sur le vice-président responsable des relations départementales et sur des partenariats locaux éventuels (mise à disposition de locaux, supports d'information, etc).

Après la mise en place de cette organisation et la définition des missions, plusieurs événements sont en cours d'élaboration.

Philippe Alessandrini

L'ASSOCIATION ET LE CENTENAIRE DE 1918

Ayant obtenu la labellisation de la «Mission du centenaire» pour participer aux commémorations du premier conflit mondial, chaque année, depuis 2014, l'Association, par ses «chemins de mémoire», a évoqué les faits marquants de ces années de guerre: 2014, à Meaux pour la première bataille de la Marne; 2015, en Artois et à la nécropole de Notre Dame de Lorette; 2016 au Mémorial de Verdun pour le centenaire de la bataille; 2017, au Chemin des Dames. En association avec les autorités locales, nous avons honoré les soldats morts au combat, quelle que soit leur nationalité, par dépôts de gerbes à la mémoire des soldats français et dans les cimetières britanniques, américains ou canadiens, avec la participation de jeunes permettant de maintenir connue et vivante la mémoire de tous ces soldats.



2018 a été particulièrement active pour notre association.

- En juin, nous avons honoré les combattants américains près de Château-Thierry et nous sommes recueillis au wagon de l'Armistice à Rethondes (cf. La voix des auditeurs N°74).

- L'Association a été partenaire de la «semaine de la défense et de la mémoire» à la mairie du 16ème arrondissement du 12 au 17 novembre, avec diverses personnalités et le soutien de l'ANORGEND, de l'ANAJ, de la Garde nationale et de l'ambassade de Grande-Bretagne.

- Le président Detaille a assisté, avec quelques membres de l'Association et de l'Union, grâce à notre camarade Éric L'Hôt, à la commémoration officielle du centenaire de l'Armistice, le 11 novembre à l'Arc de triomphe, avec la présence de 70 chefs d'État: Honneurs militaires et revue des troupes, recueillement, sonnerie «Aux morts» et Marseillaise, lecture par huit lycéens de témoignages internationaux (français, britannique, chinois, américain, allemand), discours du

président de la République, hommage au Soldat inconnu et ravivage de la flamme, sonnerie au clairon du « cessez le feu »: une cérémonie, à la fois civile et militaire, digne et émouvante.

- L'Association a organisé, le 4 décembre, une soirée mémorielle présidée par le général d'armée Elrick Irastorza, président de la Mission du centenaire, en présence des attachés militaires des principaux États engagés.

- Elle a, enfin, parrainé un concert caritatif à Notre-Dame du Val-de-Grâce, organisé par le cercle de réflexion Synopia, au bénéfice de l'œuvre nationale du Bleu de France, le 18 décembre, interprété par trois ensembles de la musique des troupes de marine.

Marileine Toinet

LA COMMUNAUTÉ IHEDN

Un nouveau général directeur de l'IHEDN

Le général de corps d'armée, Patrick Destremau, (auditeur IHEDN SN 59) a pris, en septembre dernier, la suite du général de corps d'armée, Bernard de Courrèges d'Ustou, appelé à d'autres fonctions, qui a marqué notre communauté par son action et son engagement et que notre association tient à remercier pour son soutien sans faille.

Il est ingénieur de l'École nationale supérieure des télécommunications (ENST – Sup'Telecom), diplômé de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et breveté de l'École de guerre.

Sa carrière s'est partagée entre des postes de responsabilités en administration centrale et des commandements opérationnels. Depuis 2016, il était sous-chef d'État-major « performance » de l'État-major des Armées.



Sur l'Union IHEDN

L'AGE/AGO du 3 juillet a adopté de nouveaux statuts et le règlement intérieur, a réélu Mario Faure comme président, et désigné son Bureau en renouvelant Caroline Gorse-Combalat comme secrétaire générale et désignant Thomas Kolbé (ANAJ) comme secrétaire général adjoint. Jérôme de Labriffe est le nouveau président de l'AA, Dorian Petey, celui de l'ANAJ et Stéphane Pichon, celui de l'AAChear.

Marileine Toinet

FORUM DES ÉTUDES- 9 novembre 2018 à Strasbourg

Ce Forum de restitution des réflexions menées par les associations de l'Union IHEDN autour du thème 2017-2018, «la France, puissance d'action - puissance d'influence», remarquablement organisé par l'association régionale Alsace, s'est tenu à Strasbourg dans un amphithéâtre du Parlement européen, bâtiment dont nous avons admiré l'architecture de verre et de bois ainsi que l'impressionnant hémicycle des 751 députés européens.



Après l'accueil de Franck Sellier, président de l'association Alsace (AR 22), Daniela Senk, députée européenne, a souligné le souhait du Parlement européen d'accueillir ces manifestations des citoyens d'Europe, dans un souci de transparence et de renforcement de la citoyenneté européenne.

Mario Faure, président de l'Union IHEDN, s'est félicité du grand nombre de collégiens présents, en insistant sur le rôle des trinômes académiques. Il a donné lecture du message du général Patrick Destremau, directeur de l'IHEDN, rappelant l'importance de cette manifestation, richesse concrète de notre institution. Il a également souligné l'utilité de l'IHEDN dans la préparation de prises de décisions gouvernementales, en citant les propositions sur le service national universel.

Deux classes de collégiens, accompagnés à la guitare par un professeur, ont entonné «la Marseillaise» et «l'Hymne à la joie» européen, sources de longs applaudissements.

Le professeur Walter Bruyère-Ostells, président de la commission études et formation de l'UNION-IHEDN, en propos introductif, a défini le terme de puissance conduisant à hiérarchiser internationalement les États, avant de s'interroger sur l'action (hard power), l'influence (soft power) et le «smart power». Il a mis en exergue la culture, l'exception culturelle et la transition écologique comme outils dont dispose la France, la puissance française passant par la diplomatie et par l'action militaire.

Au cours de ce forum, différentes pistes ont été évoquées autour de plusieurs thèmes: le rayonnement mondial de la France (AR 29 – Nice/Côte d'Azur); l'influence économique: l'exemple du franc CFA (AR 9 - Provence); la puissance de la France par l'outil militaire (AR 7 - Centre); la lutte contre le réchauffement climatique (AR16 - Paris Île-de-France); l'influence par les normes et l'enjeu des systèmes juridiques dans les relations internationales (AR16); la modernisation de l'agriculture (AR8 - Dauphiné/Savoie).

Une table ronde animée par l'AR15 - Nord a permis aux AR 5 - Bretagne occidentale, AR 6 - Haute-Bretagne et AR 8 - Dauphiné/Savoie, de traiter de l'influence culturelle par la francophonie et l'éducation. Une seconde table ronde, animée par Alexandre Papaemmanuel (AA-IHEDN) avec la participation de l'AR1-Aquitaine, de l'AR 14 - région lyonnaise et de l'AR 22 - Alsace, a porté sur l'influence dans le cyberspace comme enjeu majeur. Elles ont constitué deux temps forts de la journée, le nombreux public étant attentif, intéressé et avide de questions/réponses.

Le général Jurgen Weigt, commandant le corps de réaction rapide européen, a exposé ce que représentait cette force militaire européenne.

Mario Faure a clôturé le Forum par deux remises du prix Hermès (intelligence économique), en félicitant l'AR - ALSACE pour la parfaite réussite (en dépit d'une brève panne informatique!!) de cette manifestation emblématique et en la remerciant de son chaleureux accueil.

Bernadette Anton-Bensoussan

ET ENCORE...! A PROPOS DES CADETS DE LA GENDARMERIE D'ÎLE-DE-FRANCE



présence de parlementaires et d'élus locaux des Yvelines et du Val d'Oise, de services de l'État, d'autorités militaires et de Jean-Marc Morneck, délégué interministériel pour l'égalité des chances des Français d'Outre-Mer, les «Cadets de la gendarmerie d'Île-de-France» (promotion 2018-2019) ont signé solennellement leur engagement le 4 décembre dernier. En outre, une convention de partenariat entre la délégation générale du Souvenir français du Val d'Oise et l'ANORGEND (fédération nationale des réservistes opérationnels et citoyens de la gendarmerie nationale), a été signée pour promouvoir

le devoir de mémoire.

La formation des «Cadets» prépare des jeunes citoyens français, recrutés sur des critères scolaires, sociaux et géographiques, aux concours et sélections de la gendarmerie durant l'année scolaire par un accompagnement aux concours et des stages de découverte de la gendarmerie et de ses métiers.

Les «Cadets de la gendarmerie d'Île-de-France» créent une filière d'excellence dans le cadre des politiques d'égalité des chances et de cohésion des territoires, en reposant sur un partenariat dynamique entre la gendarmerie nationale, l'Éducation nationale et l'ANORGEND.

Ce dispositif permet à ses bénéficiaires, âgés de 17 à 21 ans, encadrés par des réservistes opérationnels et citoyens de la gendarmerie et par des professeurs de l'Éducation nationale, de construire un projet de vie, de développer un esprit de citoyenneté et de solidarité tout en s'ouvrant aux autres et en cherchant le dépassement de soi.

La seconde promotion des «Cadets», pour l'année scolaire 2018-2019, a lieu au lycée des métiers Jules Verne de Sartrouville (78), au lycée Louis Blériot de Trappes (78) et au lycée du Vexin de Chars (95).

Michel Roucaud

LES BRÈVES DU CARNET

Toutes nos vives félicitations à notre vice-président, Jean Michel Mota, pour sa brillante réussite au brevet technique inter-armées de réserve passé à l'École de guerre (juin 2018 - EDG 25^e promotion). Commissaire en chef de 2^e classe, J.M. Mota a été sélectionné parmi les cinq réservistes autorisés, chaque année, à suivre cette formation d'un an permettant à des officiers supérieurs de réserve d'occuper à terme des emplois de haut niveau au sein d'unités, d'organismes interarmées, internationaux et d'États-majors.

Nous avons appris avec tristesse le décès, fin septembre, de Mireille Conia, lieutenant-colonel de la réserve citoyenne, auditeur de la 174^e session «Rouget de l'Isle», présidente de l'association régionale IHEDN Champagne-Ardenne.

Directeur de publication: Édouard DETAILLE.
Rédactrice en chef : Marileine TOINET.
Comité de rédaction: Anne de BAGNEAUXSAVATIER,
Édouard DETAILLE, Isabelle HUGUES de SEGONZAC, Marileine TOINET.

Association des auditeurs IHEDN
région Paris Ile-de-France
École militaire 1, place Joffre
Case 41 Paris 75700 SP 07
secretariat@ihedn-paris.eu
www.ihedn-arparisidf.org

Maquettiste: LAZCO
nourallazkani@gmail.com
07 82 83 66 91



